

# Synthèse régionale

## Une année 2019 dans la continuité des précédentes avant le choc dû à la crise sanitaire

Laurence Luong, Loïc Rousseau, Jean-Paul Strauss (Insee), Antonio Sedeno (Directe), Brigitte Ziegler (Dreal)

En 2019, l'économie du Grand Est connaît peu ou prou les mêmes tendances qu'en 2018 et les années précédentes. En 2020, les résultats seront très différents. Sans préjuger des effets à venir, la période de confinement, du 17 mars au 10 mai visant à enrayer la pandémie du Covid-19, a un impact négatif important sur l'économie.

En 2019, pour la cinquième année consécutive, le chômage diminue : à la fin de l'année, le taux de chômage s'établit à 7,8 % contre 8,3 % en 2018. Il est encore inférieur au niveau national mais l'écart se réduit. L'amélioration bénéficie à presque toutes les catégories de demandeurs d'emploi sauf aux personnes inscrites à Pôle emploi depuis plus de 2 ans. La formation est un outil important pour l'insertion des demandeurs d'emploi. Près de 260 000 personnes en ont bénéficié soit 18 % de plus qu'en 2018. Dans toutes les régions frontalières voisines, le chômage est moins important. Les taux s'établissent à 3,5 % dans la Suisse du Nord-Ouest, 2,4 % dans le Bade-Wurtemberg, 2,8 % en Rhénanie-Palatinat, 3,7 % dans la Sarre, 5,6 % au Luxembourg et 7,2 % en Wallonie. Le chômage baisse dans ces régions à l'exception du Luxembourg où il est stable et de la Sarre où il augmente de 0,1 point.

Contrairement à 2018, mais comme les années antérieures, la décrue du chômage coïncide avec une légère progression du nombre d'emplois. Cette progression est moins soutenue qu'au niveau national. La construction et le secteur de l'hébergement et de la restauration connaissent les évolutions les plus favorables, l'emploi dans le commerce est en légère croissance. Le repli de l'emploi industriel se poursuit, mais comme en 2018, à un rythme inférieur à celui des années précédentes. Le recours à l'intérim poursuit sa chute initiée en 2018.

Les créations d'entreprises sont au plus haut et, comme l'année dernière, augmentent dans tous les secteurs d'activité. Leur forte progression est principalement due aux immatriculations d'entreprises individuelles sous le régime de micro-entrepreneur et sous les formes classiques. Les créations de sociétés progressent également mais à un rythme moindre. Pour la cinquième année consécutive, le nombre de défaillances diminue.

Les autorisations de construire et les mises en chantier de logements poursuivent leur baisse entamée en 2018 tout en restant à un niveau assez élevé. La diminution est plus marquée pour l'habitat collectif. Comme l'année dernière, les ventes d'appartements neufs par les promoteurs progressent. C'est aussi le cas des mises sur le marché. Les stocks d'appartements disponibles à la vente en fin d'année se réduisent légèrement.

La majorité des productions agricoles sont affectées, comme déjà l'année précédente, par la sécheresse et des épisodes de canicule. Les récoltes de maïs grain, de betteraves, de pommes de terre et de colza sont à un niveau bas. En revanche, également comme en 2018, les céréales de printemps bénéficient de conditions favorables. Par ailleurs, les cours des grandes cultures, exception faite du colza, pâtissent d'une offre mondiale abondante. L'impact de la sécheresse sur les productions fourragères est également négatif, ce qui entraîne un renchérissement de l'alimentation animale. La collecte laitière poursuit sa baisse mais les prix sont plus rémunérateurs.

Les volumes des vendanges, en Champagne et en Alsace, reviennent à la normale après une année 2018 exceptionnelle. La qualité reste bonne dans les deux vignobles. Comme depuis plusieurs années, les expéditions de Champagne continuent de décroître et les ventes sur les marchés

étrangers sont majoritaires. Les ventes de vins d'Alsace redémarrent, le marché domestique bénéficiant de la plus forte croissance.

Le fret fluvial est également un secteur dont l'activité peut être affectée par les conditions météorologiques. Contrairement à celle de 2018, la faible pluviométrie de 2019 n'a pas eu d'effets sur le niveau du Rhin et l'activité des ports est en augmentation. Dans les aéroports, les passagers sont toujours plus nombreux, mais leur croissance est moins soutenue que l'année précédente. Les immatriculations de véhicules neufs continuent également de progresser à un rythme inférieur à celui enregistré en 2018.

La fréquentation touristique progresse moins que les trois années précédentes. Cette augmentation est due uniquement à la présence accrue des touristes résidant en France, tandis que le nombre de nuitées des non-résidents n'évolue pas. Près des trois quarts des nuitées hôtelières concernent des établissements situés dans les espaces urbains. Leur fréquentation progresse tandis qu'elle recule légèrement dans le rural, en lien avec une offre en baisse.

### Une baisse d'activité d'un tiers pendant la période de confinement

En raison de l'épidémie de Covid-19 et du confinement instauré par le gouvernement après le 17 mars, l'économie a brutalement ralenti. Dans le Grand Est, la perte d'activité au 7 mai est estimée à 31,5 %. Cela signifie que la région produit durant cette période près d'un tiers de richesse de moins qu'en temps normal.

Les services principalement non marchands (santé, éducation...) continuent pour l'essentiel à fonctionner, et l'activité baisse peu dans ce secteur.

En revanche, les secteurs de l'hébergement-restauration et du commerce sont particulièrement touchés en raison de la fermeture obligatoire des bars, des restaurants, des hôtels et hébergements touristiques, ainsi que de la plupart des commerces non alimentaires.

Le repli important des transactions par carte bancaire souligne la baisse d'activité dans ces secteurs. Selon Cartes Bancaires CB, les transactions ont chuté de 58 % au cours de la semaine 13 - du 23 au 29 mars, première semaine complète de confinement - par rapport à la même semaine de 2019. L'écart entre les semaines 10 et 13 est de - 61,7 %, soit le plus important des régions après celui de l'Île-de-France (- 72,9 %). À partir de la semaine 15, les reculs sont un peu moins prononcés : ceci pourrait être dû à la réouverture de ventes à emporter dans certains commerces, à la reprise de certaines consommations autres que les denrées alimentaires et au renouvellement des stocks de nourriture.

La construction et l'industrie sont également fortement ralenties. Dans la construction, l'activité durant la période est estimée au quart de son niveau habituel, malgré un léger redémarrage après mi-avril. L'activité industrielle est en net repli. Seules les activités répondant à des besoins essentiels, industrie pharmaceutique, agroalimentaire et production d'énergie et d'eau et gestion des déchets, fonctionnent à un rythme presque normal. La fabrication de matériel de transport et la fabrication d'équipements électriques électroniques, informatiques et de machines reculent de plus de 60 %.

### La crise sanitaire a un fort impact sur l'activité de transport en 2020

Le transport aérien est fortement affecté par la crise sanitaire. Si l'EuroAirport est toujours en activité, les possibilités de voyage sont fortement limitées en raison des mesures prises par les autorités pour contenir la propagation du coronavirus. L'aéroport reste ouvert pour les avions de fret, qui acheminent des marchandises vitales pour la région, ainsi que pour les vols sanitaires et autres vols importants. Le trafic commercial des aéroports de Strasbourg Entzheim et de Lorraine Airport est interrompu. Ces aéroports restent ouverts à la circulation aérienne publique et demeurent en capacité de traiter les vols déroutés, de rapatriement, sanitaires ou encore militaires.

Selon les données transmises par la direction interdépartementale des Routes Est, de mi-mars à mi-avril, le trafic routier aurait en moyenne baissé de plus de 70 % pour les véhicules légers et de plus de 40 % pour les poids lourds sur les autoroutes situées dans le Bas-Rhin et le Haut-Rhin. La congestion routière a été divisée par 5,1 à Strasbourg le mardi 17 avril à 17 h comparée à la moyenne observée sur toute l'année 2019. À cette heure, le temps de parcours nécessaire est habituellement majoré de 72 % - par rapport à des conditions de circulation idéales sans aucune congestion (en pleine nuit notamment) - alors que ce jour, la majoration n'a pas dépassé 14 % en moyenne, soit une réduction de 5,1. Le rapport est de 3,4 à Nancy et 2,9 à Reims.

Selon l'Atmo Grand Est, avec cette diminution du trafic routier, la qualité de l'air s'est nettement améliorée. La moitié des véhicules émettent des oxydes d'azote (NOx), dont l'impact est néfaste à la fois sur la santé des populations et sur l'environnement ; les concentrations de NOx ont fortement chuté après le début du confinement, rendant la qualité de l'air meilleure.

### Face à la crise, de nombreuses entreprises ont bénéficié du dispositif de l'activité partielle

À l'issue de la période de confinement, la région enregistre un peu plus 86 000 établissements employeurs ayant déposé une demande d'autorisation préalable (DAP) de mise en activité partielle de leurs salariés. Ces demandes concernent 850 000 salariés pour un volume total de 380,3 millions d'heures chômées demandées, soit 447 heures chômées demandées en moyenne par salarié (environ 13 semaines de 35 heures). Avec 7,9 % de salariés touchés, le Grand Est se positionne en 6<sup>ème</sup> place, entre la Nouvelle-Aquitaine et les Hauts-de-France.

Sur l'ensemble de la région, 80 % des demandes proviennent des établissements de moins de 10 salariés. Cependant, elles ne concernent que 30 % des salariés mis au chômage partiel. À l'autre bout, les 2 800 demandes en provenance des établissements employant 50 salariés et plus ne représentent que 3 % des demandes, mais concentrent 37 % des salariés intégrés dans ce dispositif d'activité partielle. Environ trois établissements de taille intermédiaire

(entre 10 et 50 salariés) sur quatre ont fait appel à l'activité partielle.

### Les pays voisins sont également touchés

D'après les données provisoires publiées par Destatis, le nombre de nouvelles commandes dans le secteur manufacturier en Allemagne a nettement chuté en mars 2020, de 16 % comparé à mars 2019. Il s'agit de la plus forte diminution depuis le début de la série chronologique en janvier 1991. Les commandes intérieures ont baissé de 14,8 % par rapport au mois précédent, et les commandes internationales de -16,1 %. Durant la première semaine de mars 2020, en lien avec la pandémie, les exportations de produits désinfectants ont été multipliées par huit (soit + 751 %), celles de farine (+ 150 %), de savon (+ 122 %) et de pâtes (+ 109 %) ont considérablement augmenté pour dégringoler deux semaines plus tard en raison de l'épuisement momentané des stocks. Les produits désinfectants sont exportés principalement vers la Belgique, la France et l'Autriche.

Le Groupe d'experts de la Confédération helvétique prévoit une très forte baisse du produit intérieur brut (PIB) en 2020 en raison des mesures prises pour endiguer la propagation du coronavirus ainsi que l'augmentation du taux de chômage. Même en 2021, l'économie ne devrait se redresser que lentement.

Sur la base d'un scénario envisageant un confinement de la population au régime actuel pour une durée de sept semaines, la Banque nationale de Belgique et le Bureau fédéral du Plan estiment que le PIB réel de l'économie belge pourrait se contracter fortement en 2020. Un rebond est envisagé en 2021 pour autant que la phase aiguë de la crise (concentrée sur la première moitié de 2020) n'inflige pas de dommage substantiel au potentiel productif de l'économie. L'impact attendu sur les finances publiques est à la mesure du choc, avec un déficit d'au moins 7,5 % du PIB et une dette autour de 115 % fin 2020. La Wallonie devrait traverser une récession marquée au premier semestre de l'année 2020, la progression du PIB s'inscrivant en net recul au premier et surtout au deuxième trimestre. Aux troisième et quatrième trimestres, la croissance de l'activité économique repartirait à la hausse, grâce aux mesures publiques de soutien et à des effets de rattrapage.

D'après le Statec, le recoupement de diverses sources de données permet d'estimer un repli de l'activité de 25 % environ en lien avec l'épidémie de Covid-19 au plus fort du confinement. Cet impact serait plus faible que dans les pays voisins, du fait notamment d'une certaine résistance de l'activité du secteur financier et de sa part importante dans la structure économique luxembourgeoise. ■

## Sources

En plus des sources traditionnelles, cette synthèse utilise également des sources de données inhabituelles pour la statistique publique : données de congestion routière TomTom ainsi que les données de Carte Bancaire CB. Ces données couvrent l'essentiel des transactions par cartes bancaires. Elles sont tirées d'une extraction de transactions anonymisées et agrégées à l'échelle départementale afin de respecter les exigences de confidentialité. Ces informations sont sujettes à certaines limites : les données utilisées concernent tout détenteur de carte bancaire CB sur le territoire français, ce qui, outre les ménages, peut recouvrir aussi des entreprises. Ces données ne recouvrent pas les transactions réalisées par d'autres moyens de paiement (espèces, chèque, ticket restaurant, etc.). De plus, à l'inverse des données utilisées à l'échelle nationale, notamment dans l'estimation de la perte de consommation des ménages, les données départementales intègrent certaines transactions non assimilables à de la consommation (dons à des associations, achat de timbres fiscaux, etc.). Enfin, les transactions à distance (notamment sur internet) ne sont pas prises en compte.

## Contexte national

## L'économie française en ralentissement modéré en 2019 puis en forte chute début 2020

Thomas Ouin-Lagarde, (Division Synthèse conjoncturelle, Insee)

### L'activité a ralenti en 2019 dans presque tous les pays avancés

Les incertitudes politiques et économiques provenant notamment du Brexit ou de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ont pesé non seulement sur les échanges commerciaux mais aussi, plus globalement, sur l'investissement des entreprises et la croissance mondiale. Après un pic d'activité en 2018, l'activité aux États-Unis a ralenti en 2019 (+ 2,3 % après + 2,9 %), grevée par la décélération de la consommation des ménages (+ 2,6 % après + 3,0 %) et par l'essoufflement de l'investissement des entreprises (+ 2,1 % après + 6,4 %). En zone euro, l'activité a également ralenti, pour la deuxième année consécutive (+ 1,2 % après + 1,9 %) et malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours accommodante. En particulier, l'activité a très nettement décéléré en Allemagne (+ 0,6 % après + 1,5 %) et en Italie (+ 0,3 % après + 0,8 %) mais a un peu mieux résisté en France (+ 1,5 % après + 1,8 %) et en Espagne (+ 2,0 % après + 2,4 %). En 2019, l'activité britannique a évolué par à-coups au gré des anticipations et des comportements de stockage avant la date, plusieurs fois reportée, du Brexit. En moyenne en 2019, l'activité y a crû de 1,4 % (après + 1,3 % en 2018).

### En 2019, l'activité française a connu un nouveau ralentissement, quoique modéré

Après une année 2017 très dynamique (+ 2,3 %) et une décélération en 2018 (+ 1,8 %), l'activité a de nouveau ralenti en 2019 (+ 1,5 %, *figure 1*). Ce ralentissement est dû notamment à une dégradation des

échanges extérieurs, qui ont contribué négativement à la croissance (- 0,2 point après + 0,4 point). En effet, les exportations en volume ont décéléré (+ 1,9 % après + 4,4 %) davantage que les importations (+ 2,5 % après + 3,1 %). Le ralentissement des exportations a concerné tant les produits manufacturés, notamment les matériels de transport, que les services. En revanche, la demande intérieure a nettement accéléré, soutenant la croissance (contribuant pour + 2,2 points, après + 1,4 point en 2018). Cette accélération a été portée à la fois par les dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques et par l'investissement total.

### La consommation des ménages a accéléré

Les dépenses de consommation des ménages ont accéléré en 2019 (+ 1,5 % en volume, après + 0,9 % en 2018), dans un contexte d'accélération du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages. Ces dépenses ont été soutenues, en particulier, par les achats de biens durables, notamment en équipement du logement, et par les dépenses de loyers, d'hébergement-restauration et d'autres services marchands.

### L'investissement a été très dynamique

La formation brute de capital fixe de l'ensemble des agents économiques a accéléré en 2019 (+ 4,2 % après + 3,2 % en 2018), soutenue par l'investissement des ménages (+ 1,8 % après + 1,5 %) et par l'investissement public (+ 7,7 % après + 3,3 %), lui-même porté par l'investissement en construction des collectivités locales avant les élections municipales. L'investissement des entreprises est

resté très dynamique (+ 3,6 % après 3,7 %), en particulier en services.

### En 2019, le chômage a nettement baissé

L'emploi total a fortement accéléré en 2019, avec 358 000 créations nettes d'emplois tous secteurs confondus après 228 000 en 2018 (dont 287 500 créations nettes d'emplois dans le champ salarié public et privé, après 158 100 en 2018). Ainsi, le taux de chômage a poursuivi sa décroissance, atteignant 8,1 % de la population active française<sup>1</sup> au quatrième trimestre 2019 après 8,7 % au quatrième trimestre 2018 (soit 8,4 % en moyenne annuelle en 2019 après 9,0 % en 2018).

### Le pouvoir d'achat des ménages a soutenu la consommation

En 2019, le revenu disponible brut des ménages a progressé de 3,1 % (après + 3,0 % en 2018). Il a été soutenu par une accélération des prestations sociales (+ 3,1 % après + 2,0 %, notamment du fait, en 2019 de la revalorisation et de l'élargissement de la prime d'activité mis en place dans le cadre des mesures d'urgence économiques et sociales) et par le ralentissement des impôts courants (+ 0,3 % après + 9,6 % en 2018), du fait notamment de la poursuite des réductions de taxe d'habitation et après une forte hausse de la CSG en 2018 du fait de la bascule de cotisations sociales vers la CSG. Les salaires nets de cotisations sociales ont ralenti, mais sont restés vigoureux (+ 3,3 % après + 4,8 %). Le prix de la dépense de consommation finale a ralenti (+ 0,9 % après + 1,7 % en 2018), si bien que le pouvoir d'achat du revenu disponible a accéléré (+ 2,1 % après + 1,3 %, *figure 2*).

<sup>1</sup> Hors Mayotte.

Ramené au niveau individuel, le pouvoir d'achat par unité de consommation a augmenté de 1,5 % (après + 0,7 % en 2018).

Du côté des entreprises, la transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en allègements de cotisations sociales a nettement soutenu le taux de marge des sociétés non financières (+ 1,8 point, mais + 0,1 point hors transformation du CICE).

### Au mois de mars et au deuxième trimestre 2020, l'activité a fortement chuté

Le contexte conjoncturel de l'année 2019 a été radicalement modifié début 2020 avec l'émergence de l'épidémie du Covid-19, frappant d'abord la Chine puis se propageant dans le reste du monde. Les mesures prises, en France et dans les autres pays concernés, pour endiguer la propagation du virus, ont des conséquences lourdes sur le fonctionnement des économies. En France, un confinement de la population a été mis en place entre le 16 mars et le 11 mai, s'ajoutant à la fermeture des établissements recevant du public et des commerces non essentiels.

Dans ce contexte, l'activité a lourdement chuté : pendant toute la période de confinement, elle se serait située à environ un tiers en deçà de son niveau en situation « normale » d'activité (figure 3). Dans les autres pays, la forte baisse du PIB au premier trimestre 2020 témoigne, comme en France, de l'ampleur du choc<sup>2</sup>.

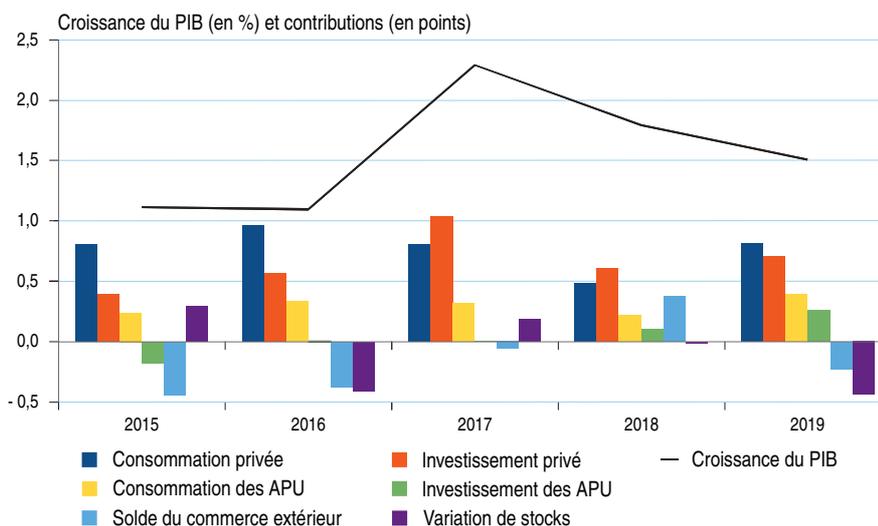
En France, la perte d'activité concerne surtout les branches marchandes (- 40 % pendant toute la durée de confinement). Dans l'industrie, hormis la branche agro-alimentaire nécessaire à la fourniture de biens essentiels, les autres branches sont particulièrement touchées, à travers la baisse de la demande nationale et étrangère, les difficultés d'approvisionnement ou encore l'indisponibilité de la main-d'œuvre et les difficultés à mettre en place les mesures sanitaires sur les sites de production. Dans les services, les pertes d'activité sont plus contrastées, élevées dans les secteurs directement concernés par les mesures de confinement (commerce, services de transport, hébergement et restauration, loisirs) et plus faibles dans les activités telles que les services financiers ou d'assurance. Enfin, la

construction a pâti de l'arrêt partiel voire complet des chantiers.

La crise sanitaire s'est également traduite par un recul important de la consommation des ménages, qui elle aussi se serait située un tiers environ en deçà de son niveau en situation « normale » (- 35 % de perte de consommation à la fin mars puis - 32 % au 7 mai). Cette perte traduit notamment la chute des achats de carburants, de véhicules automobiles et d'autres biens manufacturés (habillement) mais également des services de transport, d'hébergement et restauration et de loisirs. En revanche, certains produits ont vu leur consommation augmenter pendant le confinement (produits alimentaires notamment).

Cette crise touche fortement l'ensemble des régions françaises, avec quelques disparités néanmoins, compte tenu des différences de structure sectorielle qui existent d'un territoire à un autre<sup>3</sup>. En effet, la perte d'activité au niveau local dépend entre autres du poids des activités durement touchées par la crise (tourisme, construction...) et de celui des secteurs qui au contraire sont davantage épargnés (agriculture). ■

#### 1 L'activité ralentit en 2019, freinée par le solde du commerce extérieur

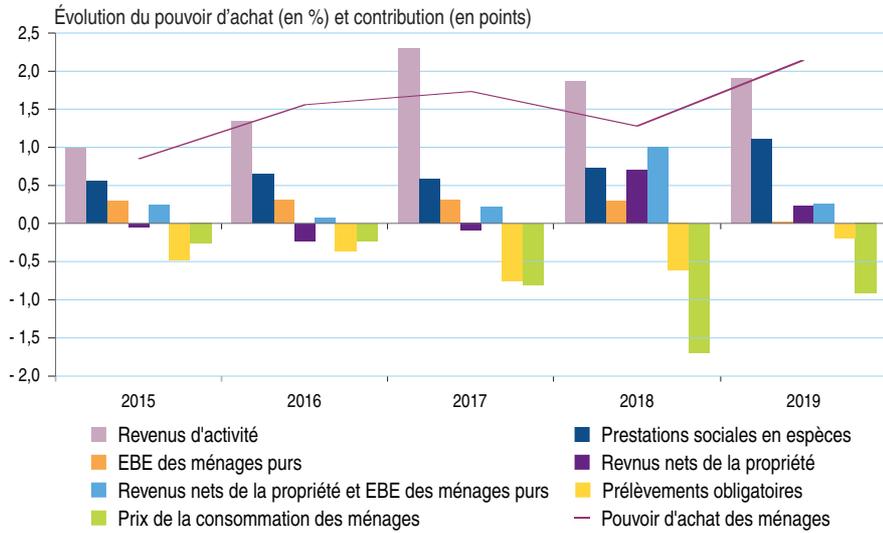


Note : croissance du PIB en % et contributions en point.  
Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

<sup>2</sup> Au premier trimestre 2020, le PIB a baissé de 2,2 % en Allemagne, 5,3 % en France, 5,3 % en Italie, 5,2 % en Espagne, 2,0 % au Royaume-Uni, 1,3 % aux États-Unis, ces écarts pouvant traduire à la fois les différences de calendrier dans la mise en place de mesures d'endiguement de l'épidémie et les différences méthodologiques d'estimation de l'activité dans cette période très particulière.

<sup>3</sup> Voir l'éclairage régional du *Point de conjoncture* du 7 mai.

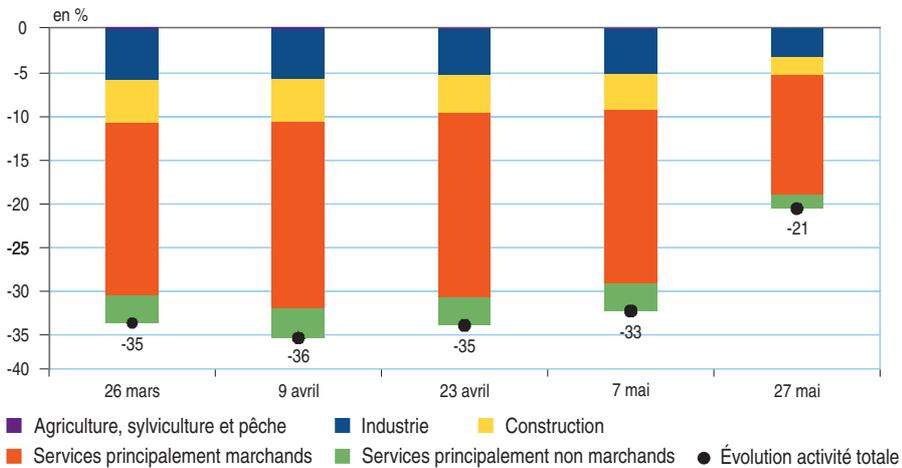
## 2 L'accélération des prestations sociales soutient le pouvoir d'achat



Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## 3 L'activité a fortement baissé pendant le confinement puis se redresserait progressivement

Les services ont été principalement touchés par la perte d'activité



Source : Points de conjoncture de l'Insee ; les dates indiquées sont les dates de parution de ces différents Points en 2020.